

Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information
Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable



Nom du/de la citoyen.ne : César Faure

Situation familiale <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Marié/en couple<input checked="" type="radio"/> Célibataire<input type="radio"/> Avec enfants, si oui combien_____	Niveau d'étude <ul style="list-style-type: none"><input type="radio"/> Primaire<input checked="" type="radio"/> Secondaire<input type="radio"/> Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

Je m'appelle César Faure et je suis né à Laval en 1996. Pur produit de mon pays, ma famille est québécoise depuis des générations. J'ai été élevé dans une famille modeste qui m'a transmis l'amour de nos traditions et nos valeurs religieuses et conservatrices. Je suis indigné par ce que devient notre société. J'en attribue la responsabilité au mouvement woke qui soutient les traditions des personnes immigrées, même quand celle-ci sont en contradiction avec les nôtres. De plus, ces personnes endoctrinent nos enfants. C'est pourquoi, j'ai commencé en 2018 à réunir via twitter des hommes hétérosexuels comme moi, des non-conformistes que l'élite bien-pensante opprime, j'ai baptisé ma communauté "Les Têtes Hautes".

Je suis victime personnellement, ainsi que ma communauté, d'atteintes graves à la liberté d'expression. J'ai été censuré et accusé de diffuser des propos haineux après avoir exprimé de la compassion envers l'homme qui a tué 14 femmes. J'estime donc que ma liberté d'expression a été atteinte et que j'ai été diffamé.

Je milite donc activement pour la liberté d'expression, qui est un droit fondamental selon l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui est étroitement lié à la liberté de penser. Aujourd'hui, cette liberté d'expression, et plus largement la liberté de penser- est menacée par la mise en place excessive du politiquement correct qui empêche la véhiculation de toute idée que l'élite dominante, influencée par le mouvement woke, estime dangereuses pour ses intérêts. Cette idéologie défend que les idées minoritaires, comme la mienne, sont dangereuses et ne devraient pas être exprimées. De nombreux médias et personnalités publiques canadiennes ont donc établi un cordon sanitaire (pratique visant à exclure certains groupes des débats politiques et de l'univers médiatique) autour de ma communauté. J'estime que cette pratique est anti-démocratique car elle exclut une opposition.

Un autre problème des médias, est leur rapport à l'information ; les médias traditionnels ne parlent pas assez de certains sujets, tels que les violences conjugales que subissent les hommes et leur santé mentale.

Enfin, je suis victime de la désinformation, mes propos sont souvent partagés et repostés hors de leurs contextes, laissant libre l'interprétation des images. Les féministes attribuent un caractère misogyne à mon discours et restent fermées à tous débats, bien que mes propos soient cohérents. Il m'est arrivé dans le passé de diffuser des informations inexactes, j'ai appris de mes erreurs, mais on me qualifie toujours de propagateur de désinformation. On m'accuse presque systématiquement de désinformation alors même que je ne fais qu'apporter mon point de vue sur un sujet d'actualité.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle j'ai mis en œuvre les actions suivantes pour renforcer la liberté d'expression et le droit à l'information (notamment lutter contre la désinformation). J'ai lancé avec quelques collègues influenceurs, une association pour la défense de la liberté d'expression, nous l'avons baptisée "Tête libre".

Parallèlement à cette association nous avons lancé un podcast dans le but de discuter du recul de la liberté d'expression et des abus du politiquement correct ainsi que de l'influence néfaste du féminisme qui va progressivement priver les hommes de leurs droits.

Nous espérons que notre association et notre podcast soient reconnus et soutenus par le service public. A la place, nous sommes victimes d'une censure masquée sous les traits de harcèlement administratif, tels que des contrôles sociaux et des sanctions financières répétées et injustifiées. Nous sommes rentrés en contact avec des associations aux buts similaires aux nôtres et nous avons fait le constat que celles partageant une idéologie dominante reçoivent du soutien des institutions publiques tandis que subissons la censure. Ces pratiques sont dignes d'une dictature et nous demandons que les associations soient financées et reconnues de la même manière sans distinction d'idéologie.

Une grande partie de mon activité sur les réseaux consiste à répondre aux critiques que d'autres internautes adressent contre moi ou d'autres influenceurs proches de mon mouvement. Je me retrouve souvent contraint par les outils de "fact-checking" à modifier mes publications pour éviter la censure. Pourtant, les publications critiques de mon mouvement ne sont pas censurées alors qu'ils utilisent un langage très vulgaire et diffamatoire. Je soupçonne ainsi les outils IA de défavoriser les publications non-conformistes et je pense qu'il faudrait mettre en place la suppression totale de tous les outils de fact-checking sur tous les réseaux sociaux.